Diminution des conflits entre les gouvernements et les guérillas

Partage international n° 28 – Décembre 1990

« Les conflits existant entre les gouvernements et les mouvements de guérilla à travers le monde vont commencer à décroître. Les personnes concernées se rendront à la table des négociations. » (4 octobre 1988)

Mozambique — Selon des sources diplomatiques kenyanes, les rebelles du Mozambique ont abandonné leurs conditions préliminaires à la reprise de pourparlers de paix avec le gouvernement. Le Kenya, qui a joué un rôle de médiateur dans ce conflit, aurait persuadé les rebelles d'abandonner leur exigence que les troupes gouvernementales annulent tout d'abord leur possible offensive contre les forces rebelles.

Philippines — Le Front Démocratique National, dirigé par les communistes, a appelé à un dialogue national entre toutes les forces politiques et a exhorté la Présidente, Corazon Aquino, à entamer des discussions de paix.

Ethiopie — Dans un effort pour ranimer les discussions de paix stoppées il y a un an, deux hauts fonctionnaires de l'Administration américaine ont rencontré séparément le gouvernement éthiopien et la guérilla séparatiste de l'Erythrée. Ces rencontres pourraient constituer un prélude à une action commune des Etats-Unis et de l'Union Soviétique en vue d'un règlement du conflit entre le gouvernement et les forces de guérilla.

El Salvador — Le Congrès américain a voté une mesure diminuant l'aide militaire au Salvador de 50 pour cent, dans l'espoir de donner une impulsion à un règlement négocié de la guerre civile qui y sévit. Bien que le Président Bush s'oppose à cette loi, dont il pourrait empêcher la promulgation, cette action du Congrès représente le plus important changement dans la politique des Etats-Unis a l'égard du Salvador depuis plus de dix ans.

Maroc/Sahara — Les négociations entre le Maroc et le mouvement de libération du Sahara Occidental connaissent une reprise, alors qu'elles étaient depuis longtemps dans l'impasse. Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a déclaré qu'il espère une solution dans un temps « pas trop éloigné ». Les discussions s'articulent autour des conditions d'un référendum qui permettrait au peuple du Sahara Occidental de choisir leur affiliation ou leur séparation du Maroc.

Thématiques : politique
Rubrique : Faits et prévisions